

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2017
(Convocation du 17 novembre 2017)

Aujourd'hui, le trente novembre deux mille dix-sept à 16 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Odile LAFITTE
Messieurs Gérard CASTET, Charles PELANNE et Bernard POUBLAN

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Marché / Modification en cours d'exécution du marché n° 16017 « Accompagnement au dialogue territorial et à la communication du projet de territoire du Midour »

Exposé des motifs :

Rappel de l'objet du marché

Le marché a pour objet l'accompagnement de l'Institution Adour, structure animatrice du projet de territoire du Midour, pour le dialogue territorial et la communication, indispensables à la démarche engagée.

Le marché a été notifié le 28 octobre 2017 à Lisode, titulaire pour le groupement Lisode/MC2 Consultants cotraitants solidaires. Le montant initial du marché est de 44 950 € HT.

Constat - Justifications de la modification du marché

Il est rappelé que les articles 139 et 140 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics permettent d'inclure dans un marché en cours d'exécution des services supplémentaires qui sont devenus nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneront pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant serait d'une part impossible pour des raisons économique ou technique telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et d'autre part présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts (2° article D139).

La modification du marché 16017 s'inscrit dans ce cadre. Il s'agit ici d'une continuité dans la prestation déjà engagée, les prestations supplémentaires visées étant de même nature que celles prévues dans le marché (accompagnement au dialogue territorial et à la concertation).

En effet, Lisode et MC2 Consultants accompagnent l'Institution Adour, structure animatrice du projet de territoire du Midour, pour la concertation et la communication autour du projet de territoire.



Cette démarche, encadrée réglementairement par une instruction ministérielle datant de juin 2015, prévoit la mise en œuvre d'une concertation avec les acteurs d'un territoire pour une gestion concertée de la ressource en eau à l'échelle d'un bassin versant.

La nature même d'une démarche concertée est d'être à l'écoute des acteurs et usagers et de répondre à leurs attentes dans la mesure du possible, attentes qui s'expriment « au fil de l'eau » et de l'avancement du projet, et qui ne peuvent être dimensionnées en amont.

Dans le cadre de la prestation initiale, Lisode et MC2 Consultants ont donc réalisé plusieurs actions de concertation à destination des acteurs parmi lesquelles la réalisation d'entretiens téléphoniques, la participation aux comités de pilotage, l'organisation et l'animation d'ateliers de la concertation et de réunions publiques (avec la production de documents supports et de comptes-rendus), etc.

Changer de prestataire conduirait à ré-initier une relation de confiance avec les acteurs du territoire (base nécessaire à la concertation, Lisode et MC2 Consultants étant bien identifiés par les acteurs du territoire et les membres des instances, et ont réalisé un travail de qualité jusqu'à présent) et à développer un nouvel outil, avec une perte de temps pour son élaboration par un nouveau prestataire et son appropriation par l'Institution Adour et les acteurs du territoire, et un coût supplémentaire.

En effet, en termes d'outils, Lisode/MC2 Consultants ont réalisé le plateau de simulation actuel sur lequel travaillent les acteurs du territoire. Celui-ci a été présenté aux acteurs qui se le sont approprié. Il s'agit d'un outil cartographique représentant le bassin versant et sa gestion quantitative (ressources présentes, débits cibles aux stations, ...), intégrant les connaissances disponibles sur le bassin versant, permettant une représentation des hypothèses et de leurs conséquences sur la qualité et la quantité d'eau des cours d'eau et des ressources du bassin versant.

Cet outil ne pourrait donc pas être utilisé tel quel par un nouveau prestataire, qui devrait donc en construire un nouveau.

Ainsi, cet outil paraît indispensable pour la continuité de la démarche de projet de territoire, outil allant être utilisé tout au long de la concertation jusqu'au choix final de solutions.

Objet - Modification du marché initial

Un processus de concertation doit par nature être adaptatif pour répondre aux besoins exprimés chemin faisant par les participants. Suite au dernier atelier de la concertation, les participants ont fait remonter de nouveaux besoins :

- Le plateau de simulation créé présente le fonctionnement hydraulique du bassin versant. En complément, plusieurs participants ont demandé à ce que les rôles des différents acteurs puissent être spécifiés, afin éventuellement de pouvoir « se mettre à la place de ». Il est donc proposé de créer des fiches acteurs qui aideront les participants à comprendre les contraintes de chacun et donc à comprendre et discuter les actions proposées.
- L'atelier de concertation n°2 a bien permis la « découverte du bassin versant » et de son fonctionnement hydraulique mais les participants ont manqué de temps pour engager la « discussion sur les solutions ». Il a donc été demandé de dupliquer cet atelier.
- Il est aussi apparu que les premières pistes d'actions évoquées en atelier auront besoin d'être affinées pour arriver au niveau attendu dans le projet de territoire. Pour réaliser ce travail, il semble judicieux de proposer une réunion de travail complémentaire en comité réduit (réunissant les maîtres d'ouvrages potentiels des actions proposées), à l'issue de l'atelier du 13 novembre, afin d'apporter des éléments de clarification en termes de faisabilités techniques, réglementaires, financières sur ces pistes d'actions. Fort de ces précisions, seront alors abordés dans le dernier atelier les aspects « évaluation et sélection des meilleures options ».
- Enfin, comme pour l'atelier n°2, la réunion publique n°2 a permis de présenter l'Etat des lieux mais pas encore les actions proposées. Les participants seront donc en demande d'une nouvelle réunion publique pour discuter des actions avant la réunion publique finale de présentation du projet de territoire.

Suite à la concertation menée pour l'élaboration de l'état des lieux du bassin du Midour, il est apparu de nouveaux besoins de réunions de concertation pour la phase de travail sur la recherche de solutions et le présent avenant vise à répondre à ces besoins à travers :



- 1 Atelier de concertation supplémentaire, utilisant l'outil « plateau de simulation », avec création de fiches acteurs précisant le rôle de chacun et permettant aux participants de mieux comprendre les contraintes de chacun et les actions proposées,
- 1 Réunion supplémentaire en comité réduit, à vocation technique, pour travailler sur les solutions proposées,
- 1 Réunion publique supplémentaire pour restituer les travaux au plus grand nombre.

Proposition

Afin de répondre à ces besoins intervenus en cours d'exécution de la prestation, il est proposé au bureau de modifier le contrat par avenant financier d'un montant de 11 700 € HT.

Cet avenant répond aux conditions des articles 139 et 140 du décret relatif aux marchés publics qui permettent d'inclure dans un marché en cours d'exécution des services supplémentaires qui sont devenus nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneront pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial.

Conformément à l'article 139 2° cet avenant répond à la double condition qu'un changement de contractant serait d'une part impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial (2°a) et d'autre part présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts (2°b).

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

D'autoriser le Président à signer la modification en cours d'exécution n°1 relative au marché n°16017 « Accompagnement au dialogue territorial et à la communication du projet de territoire du Midour » pour un montant de 11 700 € HT

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2017 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
15 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE



Marché de prestations intellectuelles

Projet de territoire du Midour Accompagnement au dialogue territorial et à la communication

Marché passé en application des dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016
« Procédure adaptée »

Avenant n°1 – marché de prestations intellectuelles n°16017 passé avec le groupement Lisode/MC2 Consultants (cotraitants solidaires)



SOMMAIRE

1 Rappel de l'objet du marché.....	3
2 Constat - Justifications de la Modification du marché	3
3 Objet - Modification du marché initial	4



1 Rappel de l'objet du marché

Le marché a pour objet l'accompagnement de l'Institution Adour, structure animatrice du projet de territoire du Midour, quant à l'accompagnement au dialogue territorial et à la communication, indispensables à la démarche engagée.

Le marché a été notifié le 28 octobre 2017 à Lisode, titulaire pour le groupement Lisode/MC2 Consultants cotraitants solidaires.

Le montant initial du marché est de 44 950 € HT.

2 Constat - Justifications de la Modification du marché

Les articles 139 et 140 du décret relatif aux marchés publics permettent d'inclure dans un marché en cours d'exécution des services supplémentaires qui sont devenus nécessaires dans la mesure où

- ces prestations supplémentaires n'entraîneront pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial et
- à la double condition qu'un changement de contractant serait d'une part impossible pour des raisons économique ou technique telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et d'autre part présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts (2° article D139).

La modification du marché 16017 s'inscrit dans ce cadre. Il s'agit ici d'une continuité dans la prestation déjà engagée, les prestations supplémentaires visées étant de même nature que celles prévues dans le marché (accompagnement au dialogue territorial et à la concertation).

En effet, Lisode et MC2 Consultants accompagnent l'Institution Adour, structure animatrice du projet de territoire du Midour, pour la concertation et la communication autour du projet de territoire.

Cette démarche, encadrée réglementairement par une instruction ministérielle datant de juin 2015, prévoit la mise en œuvre d'une concertation avec les acteurs d'un territoire pour une gestion concertée de la ressource en eau à l'échelle d'un bassin versant.

Dans le cadre de la prestation initiale, Lisode et MC2 Consultants ont donc réalisé plusieurs actions de concertation à destination des acteurs parmi lesquelles la réalisation d'entretiens téléphoniques, la participation aux comités de pilotage, l'organisation et l'animation d'ateliers de la concertation et de réunions publiques (avec la production de documents supports et de comptes-rendus), ...

Changer de prestataire conduirait à réinitier une relation de confiance avec les acteurs du territoire (base nécessaire à la concertation, Lisode et MC2 Consultants étant bien identifiés par les acteurs du territoire et les membres des instances, et ont réalisé un travail de qualité jusqu'à présent) et à développer un nouvel outil, avec une perte de temps pour son élaboration par un nouveau prestataire et son appropriation par l'Institution Adour et les acteurs du territoire, et un coût supplémentaire.

En effet, en termes d'outils, Lisode/MC2 Consultants ont réalisé le plateau de simulation actuel sur lequel vont travailler les acteurs du territoire. Celui-ci a été présenté aux acteurs qui se le sont approprié. Il s'agit d'un outil cartographique représentant le bassin versant et sa gestion quantitative (ressources présentes, débits cibles aux stations, ...), intégrant les connaissances disponibles sur le bassin versant, permettant une représentation des hypothèses et de leurs conséquences sur la qualité et la quantité d'eau des cours d'eau et des ressources du bassin versant.

Cet outil ne pourrait donc pas être utilisé tel quel par un nouveau prestataire, qui devrait donc en construire un nouveau.



Ainsi, cet outil paraît indispensable pour la continuité de la démarche de projet de territoire, outil allant être utilisé lors de l'atelier de la concertation à venir du 13 novembre 2017 : travail des acteurs sur les hypothèses et premiers choix de solutions.

3 Objet - Modification du marché initial

Un processus de concertation doit par nature être adaptatif pour répondre aux besoins exprimés chemin faisant par les participants. Suite au dernier atelier de la concertation, les participants ont fait remonter de nouveaux besoins :

- Le plateau de simulation créé présente le fonctionnement hydraulique du bassin versant. En complément, plusieurs participants ont demandé à ce que les rôles des différents acteurs puissent être spécifiés, afin éventuellement de pouvoir « se mettre à la place de ». Il est donc proposé de créer des fiches acteurs qui aideront les participants à comprendre les contraintes de chacun et donc à comprendre et discuter les actions proposées.
- L'atelier de concertation n°2 a bien permis la « découverte du bassin versant » et de son fonctionnement hydraulique mais les participants ont manqué de temps pour engager la « discussion sur les solutions ». Il a donc été demandé de dupliquer cet atelier.
- Il est aussi apparu que les premières pistes d'actions évoquées en atelier auront besoin d'être affinées pour arriver au niveau attendu dans le projet de territoire. Pour réaliser ce travail, il semble judicieux de proposer une réunion de travail complémentaire en comité réduit (réunissant les maîtres d'ouvrages potentiels des actions proposées), à l'issue de l'atelier du 13 novembre, afin d'apporter des éléments de clarification en termes de faisabilités techniques, réglementaires, financières sur ces pistes d'actions. Fort de ces précisions, seront alors abordés dans le dernier atelier les aspects « évaluation et sélection des meilleures options ».
- Enfin, comme pour l'atelier n°2, la réunion publique n°2 a permis de présenter l'Etat des lieux mais pas encore les actions proposées. Les participants seront donc en demande d'une nouvelle réunion publique pour discuter des actions avant la réunion publique finale de présentation du projet de territoire.

Il s'agit donc d'ajouter au marché les tâches suivantes : un travail complémentaire sur l'outil de simulation et 3 nouvelles réunions. Le marché initial prévoit et budgétise la commande de réunions supplémentaires en distinguant deux types de réunion. Rappel :

1. La réunion de concertation simple, pour un groupe de moins de 15 personnes, et qui ne nécessite l'intervention que d'un seul animateur, pour un montant total de 2 500 € HT.

	Charge en jours			Frais	Coût total € HT
	Total	Cons. Lisode	Cons. MC2		
Réunion de concertation simple	3	3	0	400 €	2 500 €
Préparation	1	1		0 €	700 €
Animation (1 animateur)	1	1		400 €	1 100 €
Compte rendu	1	1		0 €	700 €
				Total HT	2 500 €
				TVA	500 €
				Total TTC	3 000 €

2. La réunion plénière de concertation qui nécessite l'intervention de deux animateurs, pour des groupes de plus de 15 personnes et/ou nécessitant une interaction plus complexe avec les participants (travail en sous-groupe par exemple), pour un montant total de 3 550 € HT.



	Charge en jours			Frais	Coût total € HT
	Total	Cons. Lisode	Cons. MC2		
Réunion de concertation pour un grand groupe ou réunion publique	4.5	3	1.5	400 €	3 550 €
Préparation	1.5	1	0.5	0 €	1 050 €
Animation (2 animateurs)	2	1	1	400 €	1 800 €
Compte rendu	1	1		0 €	700 €
				Total HT	3 550 €
				TVA	710 €
				Total TTC	4 260 €

Pour répondre aux nouveaux besoins exprimés, il est convenu la modification suivante du marché :

Tâches	Charge en jours			Frais		Coût total € HT
	Total	Cons. Lisode	Cons. MC2	Cons. Lisode	Cons. MC2	
Phase 3 : Ajouts proposés dans la modification du marché public						
Reprise de l'outil plateau de simulation : création de fiches acteurs	3	3				2 100 €
1 Atelier de concertation supplémentaire (plus de 15 personnes)	4,5	3	1,5	300 €	100 €	3 550 €
1 Réunion supplémentaire en comité réduit (moins de 15 personnes)	3	3		400 €		2 500 €
1 Réunion publique supplémentaire (plus de 15 personnes)	4,5	3	1,5	300 €	100 €	3 550 €
Total HT Lisode		12		1 000 €		9 400 €
Total HT MC2			3		200 €	2 300 €
					Total HT de l'avenant	11 700 €
					TVA	2 340 €
					Total TTC de l'avenant	14 040 €

Cet avenant représente 26 % du montant initial du marché.

A Mont de Marsan, le

Le Titulaire du Marché

Le représentant du Pouvoir adjudicateur
Le Président,

Paul CARRERE